

dodis.ch/33824

Extrait

*Rapport de fin de mission du Chef de la délégation suisse de la NNSC, le Conseiller d'ambassade Barbey¹*LA COMMISSION DES NATIONS NEUTRES POUR LA SURVEILLANCE
DE L'ARMISTICE EN CORÉE, 17 NOVEMBRE 1967–18 JUIN 1968

Confidentiel

Panmunjom, 17 juin 1968

[...]²*3. Les événements du premier semestre 1968*

Alors que la nature paraissait devoir être hostile pendant quelques mois – le froid et l'absence de feuilles aux arbres réduisant pratiquement à zéro l'activité des patrouilles – chacun s'accordait à reporter à une échéance printanière la reprise de la guérilla et des infiltrations. D'ailleurs, la barrière, construite devant le front de 25 km tenu par la 2nde division américaine, paraissait être un obstacle infranchissable; son érection avait créé un sentiment de sécurité et de confiance chez les jeunes hommes qui y montaient la garde jour et nuit.

Alors que chacun se sentait ainsi plus ou moins en sécurité, on apprit soudain, avec stupeur, qu'un commando de 31 hommes avait été décelé par des bûcherons, non loin de Munsan-ni, la première localité de quelque importance rencontrée sur la route de Panmunjom à Séoul.

La tension était désormais créée; à la quiétude hivernale allait succéder un état d'alerte permanente.

3.1 Attentat dirigé contre le Président sud-coréen Park Chung Hee

Le 19 janvier, la présence d'un commando de 31 agents communistes était signalée à 25 km environ au sud de la DMZ; malgré l'alerte déclenchée immédiatement, cette section – composée d'officiers hautement entraînés de la KPA – arriva sans encombre aux portes de la capitale où, dans la soirée du 21, elle manifesta sa présence au cours d'un sauvage combat de rue, à une faible distance de «Blue House», résidence officielle du Président Park Chung Hee. Seule une erreur d'orientation, à proximité du but, fut apparemment la cause de l'échec.

¹ CH-BAR#E2001E-01#1988/16#2780* (B.73.0.1.(29)). Ce rapport final est rédigé par le Chef de la délégation suisse de la NNSC, le Conseiller d'ambassade Pierre Barbey, et transmis le 17 juin 1968 au Chef du DPF, le Président de la Confédération Willy Spühler. Le rapport est largement diffusé au sein du DPF et une copie est également envoyée au bureau de l'Observateur suisse auprès des Nations Unies à New York et aux ambassades de Suisse à Beijing, Tokyo, Stockholm, Varsovie, Prague et Washington. Des copies sont également envoyées au Chef suppléant du Service de l'adjudance, le Colonel Mario Marguth, et à la Subdivision renseignements et sécurité du DMF.

² Pour la version complète du document, cf. le facsimilé dodis.ch/33824.

Un important dispositif fut mis en place sans retard, afin de couper la retraite, qui se révéla dès lors impossible. Il est inutile de rapporter les détails de cette chasse à l'homme; il suffit de rappeler que 29 hommes furent tués, un officier fut fait prisonnier; le sort du 31^{ème} membre de ce commando est resté inconnu. Les victimes civiles et militaires de ce gang furent nombreuses: du côté sud-coréen et américain, 36 personnes perdirent la vie, alors que 56 blessés étaient dénombrés.

L'interrogatoire du seul survivant permit d'obtenir la confirmation que près de 2 500 hommes se trouvent présentement à l'entraînement en Corée du Nord en vue de conduire de futures actions de sabotage au Sud. Aujourd'hui, on croit savoir qu'une fois sa mission meurtrière première exécutée, le commando devait s'emparer, fût-ce pour quelques minutes seulement, d'un émetteur radiophonique, d'où un appel à l'aide aurait été lancé, dans le but de provoquer l'intervention de l'aviation communiste. Selon des informations en provenance de Pyongyang, on pense que Kim Il Sung était prêt à entrer en guerre au début de janvier. La défaite totale de ce commando, combinée avec la décision de non-intervention du commandement américain – qui ne se laissa pas tomber dans ce piège – paraissent être les raisons majeures expliquant le retard dans l'ouverture des hostilités.

Cet incident eut des conséquences politiques très importantes:

- précédant de peu la saisie du «Pueblo», elle creusa une dissension profonde entre Séoul et Washington, où l'on eut tendance à accorder la priorité au sort de l'équipage du bateau américain; blessé dans son amour-propre, le Président Park en prit ombrage, jusqu'au moment où le Président Johnson dépêcha M. Cyril Vance en Corée, avec la promesse d'un crédit supplémentaire et extraordinaire de \$ 100 mio. destiné à compléter l'équipement et l'armement de l'armée ROK;
- appréciant correctement la situation – la balance des forces étant jusqu'alors très favorable à la DPRK – le commandement américain renforça considérablement son dispositif de combat en transportant en Corée du Sud plusieurs escadrilles aériennes stationnées précédemment à Okinawa et au Japon;
- le Président Park Chung Hee ordonna la réactivation de 2,5 mio. de miliciens; cette disposition est en voie d'exécution: la distribution de 1,5 mio. de fusils devrait être terminée à fin 1968;
- le territoire de la ROK étant en état d'alerte permanente, les infiltrations d'agents communistes seront désormais rendues plus difficiles, grâce aussi à une participation active de la population civile;
- une collaboration beaucoup plus étroite que par le passé existe aujourd'hui entre les deux capitales et l'on sait qu'un dialogue direct est désormais ouvert entre les deux Chefs d'États, qui n'ont pas hésité à parcourir le long chemin qui mène à Honolulu pour se rencontrer en avril dernier.

Que devient l'accord d'armistice et la mission de la NNSC face à ce réarmement massif? Les mesures prises par les deux Parties fournissent la preuve de l'incapacité dans laquelle se trouve notre Commission d'entreprendre une action quelconque; les Membres ont le devoir d'exprimer leur inquiétude personnelle face à cette détérioration de la situation, mais ils ne peuvent faire plus! La Commission militaire d'armistice se trouve d'ailleurs dans une position identique: ses discussions demeurent complètement stériles.

3.2. Arraisonnement et saisie du «Pueblo»

Alors que chacun suivait, par la presse et la radio, les résultats de la poursuite engagée sur la trace des survivants du commando communiste, une nouvelle tomba, telle un coup de foudre, le 23 janvier: l'arraisonnement et la saisie du U.S.S. PUEBLO, navire de la marine américaine en mission d'écoute électronique le long des côtes nord-coréennes. Son commandant, le Cdr. Bucher, était sous les ordres directs du commandement des forces navales américaines au Japon, (et non de UNC en Corée).

Le gouvernement de la DPRK justifie son acte en prétendant que ce bâtiment se trouvait à l'intérieur des eaux territoriales, dans lesquelles il avait pénétré déjà à cinq reprises; le gouvernement américain, de son côté, affirme être en possession de messages radiophoniques échangés entre les auteurs de la capture et les stations côtières, qui prouveraient de manière irréfutable que la position du «Pueblo» était à plus de 15 milles marins du port de Wonsan.

Le Département politique fut orienté en détail sur les renseignements obtenus ici à ce sujet.³ Il ne me paraît toutefois pas déplacé de consigner dans ce rapport confidentiel le rôle joué par les chefs des délégations NNSC dans cette affaire.⁴

Rappelons les nouvelles diffusées au matin du 26 janvier:

- le Président Johnson a décidé le rappel des réservistes de l'aviation,
- deux escadrilles de chasseurs (36 jets au total) ont quitté Okinawa à destination de la Corée du Sud,
- la 5^{ème} US Force (370 avions stationnés au Japon) a été mise en état d'alerte,
- le porte-avions ENTERPRISE, qui se rendait au Vietnam, a été dérouté: il croise dans la mer du Japon, au large de Wonsan,
- les États-Unis ont demandé la convocation du Conseil de sécurité.

Après la séance hebdomadaire de la NNSC,⁵ mon collègue suédois⁶ approuve ma proposition de mettre à l'épreuve la bonne foi des chefs des délégations tchèque et polonaise,⁷ qui répètent sans cesse que l'URSS attache le plus grand prix au maintien de la paix dans cette partie du monde; ils ont un accès relativement facile auprès du général Pak, Chef de la délégation KPA/CPV MAC: ce dernier devrait être rendu attentif à la gravité de la situation. Si mon jugement est basé sur les nouvelles, il tient surtout compte de ce que m'a dit le Chef d'État-major des forces de l'ONU lors de ma visite de courtoisie: la Corée du Nord commettrait une grave erreur en ne prenant pas au sérieux la détermination des États-Unis de lutter si le besoin devait s'en faire sentir. La saisie du «Pueblo» est considérée par Washington comme un acte de guerre et, ici, on s'interroge sur les mesures de représailles qui pourraient être prises.

Nos interlocuteurs réagirent comme nous le souhaitions: au début de l'après-midi, ils avaient obtenu audience auprès du gén. Pak; simultanément, leurs ambassades à Pyongyang étaient informées. Le Senior Member KPA/CPV MAC,⁸ très

3 Cf. le dossier CH-BAR#E2001E#1980/83#1930* (B.73.0.(1)).

4 Pour plus de documents à ce sujet, cf. la compilation dodis.ch/C2556.

5 Cf. le procès-verbal du 893^{ème} NNSC-Meeting du 26 janvier 1968, CH-BAR#E9500.188-01A#1995/563#1* (1.1).

6 Le Major général Gunnar Smedmark.

7 Le Major général Vilém Toman et Andrzej Bereza-Jarocinski.

8 Le Major général Pak Chung Kuk.

détendu, leur tint à peu près ce langage: «Nous n'accepterons pas que l'on nous parle en frappant du poing sur la table; par contre, si l'on change de ton, nous sommes prêts à une discussion. Nous voulons tout d'abord connaître les raisons de la présence du «Pueblo» dans nos eaux territoriales; ensuite, nous attendons des excuses de la part des États-Unis». L'essentiel de cette conversation fut transmis, dans la nuit, au RAdm. J.V. Smith, Senior Member UNC MAC, en lui recommandant de prendre patience et d'éviter toute décision hâtive.

Il n'est guère aisé de saisir les raisons de la provocation nord-coréenne: elle s'inscrit probablement dans la politique agressive de Kim Il Sung (voir chi. 3.1. ci-dessus), mais elle me paraît être aussi une preuve de la fierté de ce peuple, qui n'a pu tolérer une telle opération d'espionnage. Une déclaration du gén. Pak m'en donne la confirmation: «... Même s'il ne se trouvait pas dans nos eaux territoriales, le bateau était engagé contre nous...» De plus, cette fierté des Nord-Coréens est exacerbée en constatant qu'ils peuvent se permettre de provoquer, de mettre au défi, les puissants États-Unis.

Le lendemain, 27 janvier, à 22 h. 25, nos Collègues polonais et tchèque vinrent nous apporter deux messages, l'un officiel, l'autre officieux, du gouvernement de la DPRK à l'intention du gouvernement américain.⁹ Pyongyang, ignorant délibérément toutes les propositions de médiation faites dans le monde, avait choisi le canal, non de la NNSC, mais de ses Membres, pour établir un premier contact avec Washington.

Le message officiel se traduit comme suit:

«Le gouvernement nord-coréen estime qu'il est impossible de donner une solution au problème du bateau et de son équipage en recourant à la force ou à des menaces. Si les États-Unis cherchent à utiliser la force pour libérer le bateau, l'armée populaire coréenne répondra par les mêmes moyens; au lieu de libérer l'équipage, ils n'obtiendront que des cadavres. Il est tout à fait possible de solutionner ce problème si les États-Unis font preuve du désir d'ouvrir des négociations, dans la forme normale, pour recevoir des prisonniers de guerre en retour.»

Le message officieux faisait savoir que, malgré son activité d'espionnage, l'équipage était bien traité et en bonne santé; deux marins blessés recevaient les soins que nécessitait leur état, alors que le cadavre d'un homme tué était conservé.

Ces messages furent transmis sans retard à l'amiral Smith; ils allaient permettre l'ouverture des négociations, stériles jusqu'ici, qui sont en cours à Panmunjom entre les deux Senior Members MAC; ceux-ci – agissant en plénipotentiaires de leur gouvernement – se réunissent en secret dans la salle de conférence de la NNSC, en l'absence de tout journaliste, et en présence d'un État-major très réduit. Négociations décevantes, qui montrent que la DPRK entend monnayer le retour des marins (par exemple par une reconnaissance politique), après avoir exploité au maximum les effets de propagande à tirer de cette affaire. (Les dossiers du Département politique contiennent divers rapports circonstanciés à ce sujet.)¹⁰ Elle

⁹ Cf. l'annexe 1 de la lettre du Conseiller d'ambassade Barbey au Chef de la Division des affaires politiques du DPF, l'Ambassadeur Pierre Micheli, du 28 janvier 1968, dodis.ch/66853.

¹⁰ Cf. les dossiers CH-BAR#E2001E#1980/83#1930* (B.73.0.(1)) et CH-BAR#E2001E-01#1988/16#2779* (B.73.0.1.(29)).

exige de basses excuses que, fort de son droit, le gouvernement américain n'est pas prêt à donner, malgré son désir d'intervenir en faveur des prisonniers.

De divers côtés, on croit toutefois savoir que l'équipage est devenu un fardeau (il s'agit d'entretenir 82 hommes). Après la menace d'un procès – qui aurait pu se terminer par des condamnations à mort, sous l'inculpation d'espionnage – il n'est pas exclu que Kim Il Sung fasse preuve un jour de mansuétude. Au moment de la rédaction de ce rapport, rien, si ce n'est la lassitude de la DPRK, ne permet d'espérer une solution prochaine du conflit; en ce qui concerne le bateau lui-même, chargé d'un équipement électronique de haute valeur, on sait d'ores et déjà qu'il ne sera pas restitué.¹¹

L'histoire locale dira peut-être si l'initiative des Membres de la NNSC fut un facteur déterminant, qui permit d'éviter la reprise des hostilités; quoi qu'il en soit, notre action commune a donné une raison d'être à notre présence ici: c'est un sujet de satisfaction pour nous et la preuve de l'importance que revêtent la coopération, la compréhension et la bonne entente entre les délégations.

3.3. Embuscade à proximité du camp suisse et suédois (14.4.68)

Peu après son arrivée, le LCdr. Piskorski, Joint Duty Officer (officier de liaison permanent dans la zone des conférences) voulut affirmer son droit de libre circulation dans la zone commune de sécurité (JSA); il en résulta, les 9 et 12 avril, des accrochages plus ou moins sérieux avec les gardes communistes.

L'embuscade du 14 avril est-elle une séquelle de ces incidents mineurs, une revanche de l'armée populaire coréenne? Quoiqu'il en soit, le commandant en chef des forces de l'ONU¹² est d'avis que cette action fut décidée à un échelon supérieur. Son exécution pratique ne présentait aucune difficulté, vu la proximité de la MDL.

Comme chaque soir, un camion léger amenait la garde montante du camp avancé jusqu'à la JSA, lorsqu'arrivé à environ 800 m à vol d'oiseau du camp suisse et suédois, vers 22 h. 35, ce véhicule fut arrêté par un barrage d'armes automatiques et par l'explosion de trois grenades à main. Quatre hommes furent tués sur le coup (2 Américains et 2 Sud-Coréens), alors que deux autres MP furent blessés, l'un grièvement. Une quantité de douilles, ainsi que des fragments de grenades, trouvés sur place, fournirent la preuve que les armes utilisées étaient de fabrication russe. Les assaillants se retirèrent immédiatement et sans perte, en emportant deux pistolets pris sur les cadavres.

Le meurtre prémédité de soldats chargés d'assurer notre sécurité souleva naturellement une vive émotion au sein de nos délégations. L'affaire fut évoquée lors du 266^e MAC meeting, le 18 avril;¹³ selon sa tactique usuelle, le Senior Member KPA/CPV MAC nia toute responsabilité, en prétendant, une fois de plus, que cette action était le fait de «patriotes sud-coréens». Or, il faudrait être privé de toute intelligence pour admettre que des guérillas aient pu traverser, venant du sud, toutes les lignes de la 2nde division US, l'Imjin River, puis la barrière dressée le long du front, pour monter une embuscade à 500 m environ de la MDL.

¹¹ Pour la libération de l'équipage de l'USS Pueblo, cf. QdD 21, doc. 41, dodis.ch/65590.

¹² Le général Charles H. Bonesteel III.

¹³ Cf. le procès-verbal du 266^{ème} MAC-Meeting du 18 avril 1968, CH-BAR#E9500.188-01A#1995/563#9* (2.1).

Avec l'accord de mon Collègue suédois, je demandai immédiatement une entrevue au gén. Pak, chef de la délégation KPA/CPV MAC, afin de lui exprimer notre inquiétude quant à la sécurité de nos deux délégations; il nous reçut trois jours plus tard, soit le 18 avril, à l'issue de la projection d'un film concernant l'équipage du «Pueblo». Le procès-verbal de cet entretien ayant été communiqué à la Division des affaires politiques, il suffira de rappeler ici que le prénommé nia à nouveau toute participation nord-coréenne dans cette attaque, qu'il réaffirma sa volonté de continuer à respecter la NNSC à l'avenir comme par le passé, en nous assurant de notre sécurité personnelle au nord de la ligne de démarcation.¹⁴

Cette attaque eut pour conséquence directe la fermeture, de 19 h. 00 à 07 h. 00, de la route unique qui conduit au camp avancé et, par conséquent, à Séoul.

Au moment où sont écrites ces lignes, la situation est calme sur le front. Il ne semble pas faire de doute qu'après avoir tâté la défense des forces de l'ONU, le commandement KPA doit se livrer maintenant à une nouvelle appréciation de la situation avant de recommencer le harcèlement des troupes commises à la défense de la ROK. À moins d'un revirement extraordinaire, on ne peut ignorer la prophétie de Kim Il Sung: «...La libération du peuple sud-coréen est un sublime devoir national... cette révolution doit être achevée par la présente génération...» (voir chi. 5.1.)¹⁵ Peut-être que les appels à la prudence prodigués par l'Union soviétique influencent en ce moment le gouvernement de Pyongyang; peut-être les dissensions internes et les difficultés économiques (voir chi. 5.3.)¹⁶ mettent-elles un frein au bellicisme ouvertement affiché jusqu'ici? Chacun s'interroge, sans pouvoir offrir une réponse définitive à ces questions.

[...]¹⁷

¹⁴ Cf. la lettre du Conseiller d'ambassade Barbey à l'Ambassadeur Micheli du 22 avril 1968, dodis.ch/66838.

¹⁵ Pour la version complète du document, cf. le facsimilé dodis.ch/33824.

¹⁶ Pour la version complète du document, cf. le facsimilé dodis.ch/33824.

¹⁷ Pour la version complète du document, cf. le facsimilé dodis.ch/33824.



Die vier Delegationschefs der NNSC, Anfang April 1968. V.l. n. r.: Oberstleutnant Ján Honzal, Konteradmiral Nils Erik Oedman, General Wacław Czyżewski und Botschaftsrat Pierre Barbey (Pierre Barbey, BiG, Sammlung Korea, 23-03_028a).